

AVANT-PROPOS

Île de taille aussi grande que la France, la Belgique et les Pays-Bas réunis, peuplée de seulement douze millions d'habitants, Madagascar est compartimentée par des reliefs complexes et peuplée irrégulièrement, les fortes densités alternant avec des solitudes. Quand le pouvoir étatique s'affaiblit, comme en 1945-1946 ou dans les années 70, les infrastructures hydrauliques nécessaires à la riziculture régressent, le réseau routier, non entretenu, s'efface, l'île se divise en archipels isolés où sévit le brigandage rural.

Pays à l'équilibre fragile, produisant un peu de tout sans être riche, Madagascar connut sous la Première République une stabilité politique illustrée par la populaire silhouette paysanne du président Tsiranana. Au début des années 70 s'accumulèrent cependant les indices alarmants : faiblesse de l'industrialisation, croissance du chômage, étroitesse du marché intérieur due au modique pouvoir d'achat des paysans, maintien du pays sous une férule des plus autoritaires.

Non, tout ne fut pas rose sous la Première République, mais que dire de la Deuxième ! Les événements de mai 1972 ouvrirent la voie, après la transition conduite par le général Ramanantsoa, à un régime dit socialiste, qui prit ses distances avec le « néo-colonialisme », qui laissait une place primordiale à la France en matière d'économie, d'enseignement et de diplomatie. La jeunesse et les groupuscules d'extrême gauche prêchaient des idéaux tiers-mondistes bientôt récupérés par un militaire, brillant et ambitieux rhétoricien, revenu d'Occident depuis peu, qui devint ministre des Affaires étrangères. Jouant des frustrations nationalistes et des idéaux socialistes, Didier Ratsiraka tira un prestige considérable de la renégociation des accords de coopération avec la France, de la sortie de la Zone Franc et de l'ouverture vers les pays de l'Est et vers la Chine.

Hissé au pouvoir par un directoire militaire, à la suite de l'assassinat du populiste colonel de gendarmerie Richard Ratsimandrava, il instaura en décembre 1975 la République Démocratique de Madagas-

car, régime inspiré à la fois de l'Algérie et de la Corée de Kim II Sung. La population se mobilisa réellement, plusieurs années durant, le paysannat particulièrement, à qui on avait promis un partage des terres des anciennes concessions et une autogestion au niveau du fokolonona (communauté villageoise). Cette attente retomba après 1978. La présence soviétique et nord-coréenne faisait cependant encore de Madagascar une île courtisée par de nombreux rivaux. Cet atout perdit toute valeur après 1985.

Mais déjà, sans bruit, Madagascar avait sombré, ruinée par une politique de nationalisations systématiques, suivie d'une phase d'investissements à outrance et d'endettement laissant de ci de là ses « éléphants blancs ». On se résolut à passer sous les fourches caudines de la Banque mondiale et du FMI. Trois dévaluations drastiques, le passage à un ultra-libéralisme appauvrirent les ruraux et plus encore les citadins, cependant que des minorités s'enrichissaient effrontément (1). Pareille coupure sociale était inimaginable sous la rustique Première République.

L'archipellisation du pays a en effet permis le développement de nombreuses activités économiques occultes : vol de bœufs, réactivation de mines d'or et de pierres précieuses, qui donnèrent lieu, ainsi que le commerce de la vanille, à un marché noir en direction des Comores et des Mascareignes. Les dirigeants ont couvert ces activités quand il n'y ont pas cyniquement participé eux-mêmes.

Un léger mieux s'est fait sentir à partir de 1989. La croissance avait repris, les capitaux étrangers paraissaient susceptibles d'être attirés grâce à la réforme du Code des Investissements et à l'établissement de Zones Franches à Tamatave et à Tananarive, bénéficiant d'une main-d'œuvre habile, devenue la moins coûteuse du monde. Jouissant du surcroît de prestige que lui valut la visite du pape, muet sur les changements de cap de sa politique, le président Ratsiraka accorda, peu avant les élections présidentielles de 1989, la levée de la censure sur la presse, cependant que, l'année suivante, l'installation d'un réseau d'antennes paraboliques permettait à une grande partie de l'île de capter les informations françaises.

Dans ce léger mieux, qui permettait à chacun de penser plus loin que la subsistance quotidienne, dans cette ouverture soudaine sur le monde d'une île verrouillée résident sans doute les ingrédients qui ont facilité la mise en branle, en 1991, d'un peuple si longtemps excédé, si longtemps silencieux. Les événements qui font l'objet de ce dossier se sont déroulés lentement, en deux ans, et dans un contexte, de plus en plus perceptible, d'incertitude quant à l'avenir. A la différence de nombreux voisins africains, l'île a réussi sa mutation vers un nou-

(1) En 1989, Madagascar, que des observateurs bienveillants voyaient déjà, en 1968, rejoindre le peloton des pays dits dévelop-

pés, était devenu le douzième pays le plus pauvre du monde, avec un PIB de 230 \$ par tête.

veau régime, la société civile s'y est révélée pleine de ressources. La classe politique s'est par contre bien peu renouvelée ; ses vues sur l'avenir restent formelles face aux besoins pressants d'une population dont près de la moitié se trouve aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté.

F. R.-J.

Dossier thématique établi par Françoise Raison-fourde.



Mai-juin 1991 : le peuple défile dans la rue pour abattre
« le mur de Jericho » .